

SAVING  
LIVES  
CHANGING  
LIVES



# Évaluation de la sécurité alimentaire et des marchés (SiSSAN)

## Guinée-Bissau | Mars 2022

### RESUME DES RESULTATS

En mars 2022, 20,8 pour cent des ménages (plus de 342 390 personnes) sont en insécurité alimentaire en Guinée-Bissau et donc n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins de base alimentaires et non alimentaires. Le nombre de ménages vulnérables a augmenté de près de 7 pour cent entre mars 2021 et mars 2022. Comme en mars 2021, c'est la région de Gabu qui est la plus affectée par l'insécurité alimentaire avec 37,9 pour cent de ménages vulnérables suivie de la région de Quinara avec 32,6 pour cent alors que Bissau, Bolama Bijagos, Biombo et Cacheu sont les régions les moins touchées avec des prévalences d'entre 8 et 14,4 pour cent.

Le taux de 20,8 pour cent d'insécurité alimentaire semble élevé en cette période de l'année souvent considérée comme la période la plus favorable pour les ménages en raison de la campagne de commercialisation de cajou. A cela s'ajoute que près de 43 pour cent des producteurs de cajou avaient déjà contracté une dette auprès des commerçants avant la campagne et prévoient de les rembourser avec les revenus tirés de la commercialisation de cajou. Ces prêts contractés avant ou au

début de la campagne contribuent à réduire l'impact des revenus tirés de la vente des noix surtout quand les prêts ne sont pas investis dans des domaines productifs ou pour des besoins de base (nourriture, santé, éducation, etc.).

L'élan sur l'amélioration de la sécurité alimentaire amorcée depuis juillet 2020 avec l'allègement progressif des mesures de confinement s'est brisé en mars 2022 avec comme cause principale les conséquences de la guerre entre la Russie et l'Ukraine qui commencent à se faire sentir sur le pouvoir d'achat des ménages. En effet, entre janvier et mars 2022, on note une augmentation significative sur les prix de produits essentiels comme le riz non parfumé (8 pour cent), la farine de blé (20 pour cent), les haricots (25 pour cent), le sucre (40 pour cent).

Le profil des ménages en insécurité alimentaire est assez classique. Il s'agit de ménages dirigés en majorité par des personnes sans instruction ou peu instruites, des ménages dépendant de l'aide ou qui ont l'agriculture comme principale source de revenus, des ménages de grande taille, des ménages avec enfants de moins de 5 années, et ou des ménages avec des femmes enceintes ou allaitantes.

## 1. CONTEXTE DE L'ETUDE

L'enquête est menée en mars 2022 dans un contexte particulier marqué par le déclenchement de la guerre entre l'Ukraine et la Russie le 24 février 2022. Ce conflit qui paraît très loin de la Guinée-Bissau a pourtant des répercussions directes sur le continent africain, et surtout sur les pays les moins résilients économiquement comme la Guinée-Bissau. L'ampleur de la répercussion du conflit entre l'Ukraine et la Russie sur les pays africains réside dans l'importance de ces deux pays dans la production agricole mondiale principalement les céréales, mais aussi de la production de fertilisants chimiques.

D'après une étude de la CEDEAO, du PAM, et de la FAO, Les pays de la CEDEAO prévoient d'importer plus de 22 millions de tonnes de céréales en 2022 soit une hausse de 5 pour cent par rapport à 2021. Les importations de blé pour 2021/2022 sont projetées à 8,6 millions de tonnes et les stocks enregistrés sont estimés entre 800 000 et 1 million de tonnes, soit 9 à 12 pour cent des besoins d'importation. En outre, 46 pour cent de la farine de blé provient de la région de la Mer noire, principalement de Russie et d'Ukraine. Certains pays sont particulièrement dépendants car la part des importations de blé de Russie représente une part très élevée des importations totales. Il s'agit de la Mauritanie (80 pour cent), du Cameroun et du Bénin (68 pour cent), du Sénégal (52 pour cent) et du Togo (45 pour cent).

Bien que les pays de la CEDEAO utilisent moins d'engrais que ceux d'Europe ou d'Asie, ils restent dépendants des importations en provenance de Russie et d'Ukraine. On estime que la région devra faire face à un déficit d'engrais compris entre 1,2 et 1,5 million de tonnes, soit entre 10 et 20 millions de tonnes d'équivalent céréales. Autrement dit, la région pourrait connaître une perte de production céréalière d'environ un quart de la production enregistrée en 2021 (73 millions de tonnes).

Bien que la Guinée-Bissau ne soit pas un grand importateur auprès de la Russie et de l'Ukraine, cependant le pays s'approvisionne auprès d'autres qui commercent étroitement avec les deux pays protagonistes.

Les conséquences de la guerre entre l'Ukraine et la Russie s'abattent sur l'économie nationale et les ménages les plus vulnérables au moment où le pays fait encore face à la vulnérabilité économique chronique exacerbée par la pandémie de COVID-19, les effets néfastes du changement climatique, et la recrudescence de l'instabilité politique au lendemain de la tentative de coup d'état du 1er février 2022 qui a occasionné plusieurs pertes en

vie humaine et des arrestations.

En mars 2022, le PAM en partenariat avec le MADR et l'INE a mené une nouvelle enquête pour suivre l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. La collecte de données a coïncidé avec le début de la campagne de commercialisation de la noix de cajou de 2022. L'enquête a été menée à travers 2 028 entretiens téléphoniques avec les chefs de ménage. Elle entre dans le cadre du Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (SiSSAN) qui conduit régulièrement des enquêtes nationales sous l'égide du PAM, du MADR et de l'INE.

## 2. CONTEXTE DU PAYS

La Guinée-Bissau est un pays d'Afrique de l'Ouest à faible revenu, avec une population de 1,62 million d'habitants (INE 2013). Quarante-sept années d'instabilité politique ont profondément entravé le développement socioéconomique et humain. Le pays, classé 177e sur 191 pays selon l'Indice de développement humain (IDH) 2021, a un revenu national brut (RNB) par habitant de 780 USD et un produit intérieur brut (PIB) de 1,63 milliard USD (Banque mondiale, 2021).

L'agriculture représente 47,5 pour cent de son PIB et emploie 67,9 pour cent de la population active (OIT 2020). La noix de cajou est la principale culture, occupant 50 pour cent des terres arables et représentant 90 pour cent des exportations du pays et 10 pour cent de son PIB. Elle fournit des revenus directs ou indirects à 85 pour cent de la population. Les autres cultures comprennent le riz (cultivé principalement pour la consommation des ménages), le maïs, le mil et le sorgho.

Les ménages vulnérables sont fortement exposés à l'inflation des prix engendrée par les conséquences de la crise entre la Russie et l'Ukraine, aux fluctuations du prix international des noix de cajou, ainsi qu'aux risques liés au changement climatique et à la dégradation récurrente de l'environnement causée par l'érosion hydrique des terres et les inondations.

Le pays est touché par l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Selon le Cadre Harmonisé (CH) de novembre 2021, 4,7 pour cent de la population rurale (62 347 personnes) étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère et classée en phase 3 ou supérieure. Environ 18,2 pour cent de la population (241 326 personnes) étaient classés dans la phase 2 en raison de leur consommation alimentaire minimalement adéquate et de leur incapacité à répondre aux besoins essentiels non alimentaires de base sans adopter des stratégies de survie négatives, et sont susceptibles de tomber en

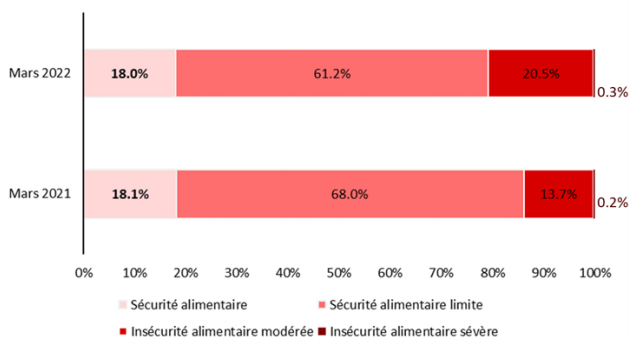
phase 3 ou supérieure.

Les taux de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois ont diminué depuis 2012, passant de 32,2 à 27,7 pour cent en 2018, mais restent élevés, dépassant 30 pour cent dans les régions d'Oio, Bafatá et Gabu. La malnutrition aiguë touche 5 pour cent des enfants du même groupe d'âge (MICS6, 2020).

En octobre 2021, seuls 4,2 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois recevaient un régime alimentaire minimum acceptable, et seulement 31,7 pour cent des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans avaient une diversité alimentaire minimale (PAM, 2021).

### 3. COMBIEN DE PERSONNES SONT EN SITUATION D'INSECURITE ALIMENTAIRE?

En mars 2022, 20,8 pour cent des ménages de Guinée-Bissau, soit plus de 342 390 personnes, sont en insécurité alimentaire. L'essentiel de ces ménages est en insécurité alimentaire modérée, c'est-à-dire il s'agit de ménages qui ont une consommation alimentaire déficiente ou qui ne peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles.



**Figure 1.** Situation de la sécurité alimentaire des ménages en mars 2021 et 2022.

La figure 1 montre la proportion de ménages en insécurité alimentaire qui ne bouge pas entre mars 2021 et 2022 (18 pour cent) malgré les conséquences de la crise en Ukraine. Cependant, 7 pour cent de ménages qui étaient visiblement en sécurité alimentaire limite ont basculé en insécurité alimentaire, principalement à cause de la hausse des prix. Le basculement d'autres ménages de la classe sécurité alimentaire limite à la classe insécurité alimentaire modérée ou sévère dépendra d'une part des résultats de la campagne de commercialisation de cajou qui ne s'annonce pas très prometteurs avec le prix minimum du kilogramme officiellement fixé à 375 Fcfa par le gouvernement, et d'autre part à la résilience des ménages face à l'inflation des prix. Cependant, la

résilience économique des ménages du pays reste en général faible avec une pauvreté chronique et une quasi-absence d'un système de sécurité familiale.

La situation est d'autant plus préoccupante que les mois de mars, avril et mai sont considérés comme les plus moins difficiles pour les ménages vulnérables qui arrivent à reconstituer leur stock alimentaire et faire quelques épargnes grâce à la commercialisation des noix de cajou. Il s'avère sans aucun doute que les hausses vertigineuses des prix de denrées alimentaires et produits non alimentaires de base ont perturbé les économies familiales déjà fragiles et ainsi aggravé l'insécurité alimentaire des ménages.

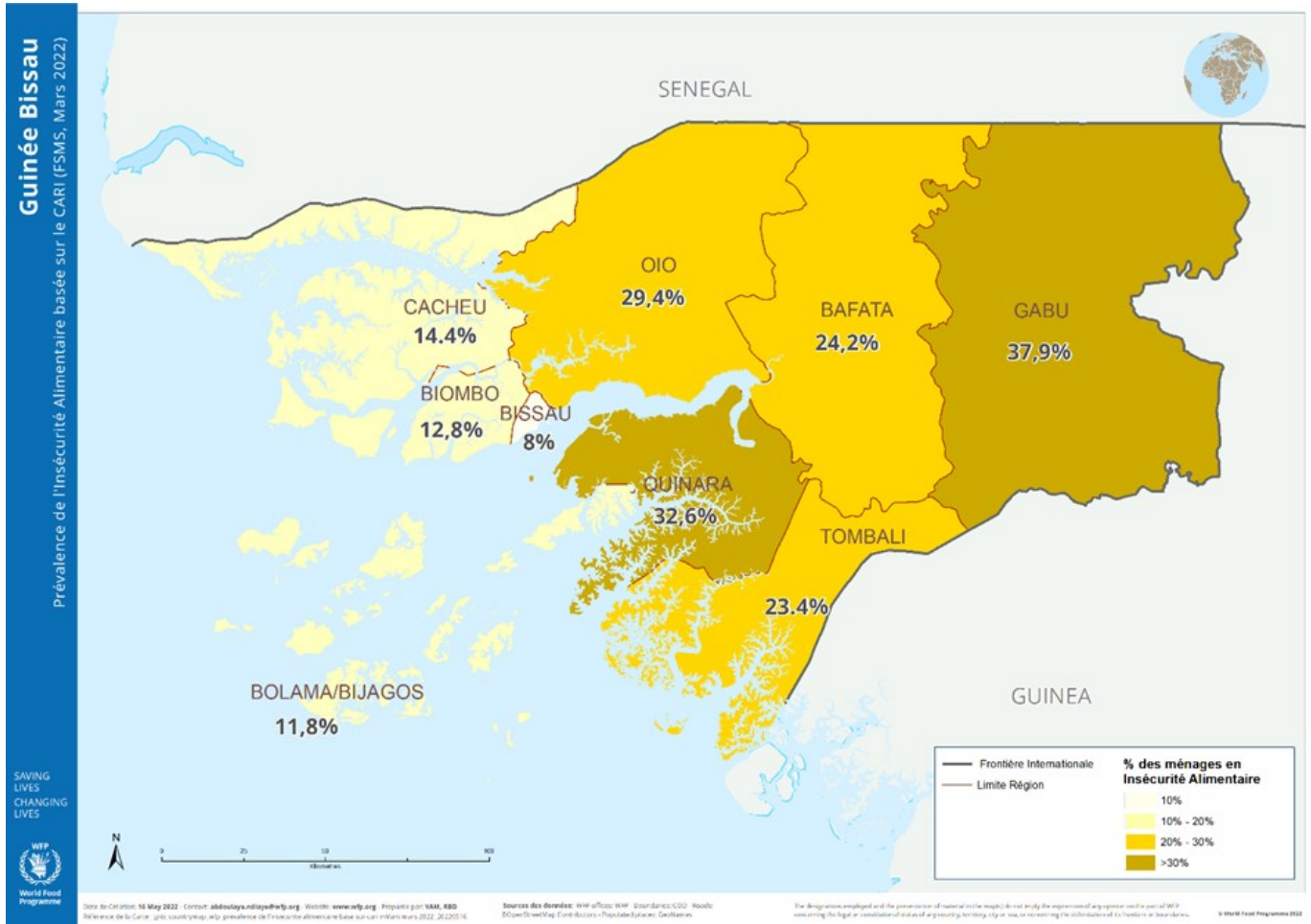
Les régions de Gabu et Quinara sont les plus affectées, avec au moins un tiers de la population en insécurité alimentaire, suivies des régions de Tombali, Bafata et Oio où 23 à 29 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire. Gabu, Oio et Quinara sont souvent parmi les régions les plus affectées alors que Cacheu, Biombo, Bolama Bijagos, et la capitale Bissau enregistrent le moins de ménages en insécurité alimentaire. Bien que l'enquête mVAM ne soit pas appesantie sur les causes profondes de l'insécurité alimentaire, on constate comme d'habitude qu'elle est plus élevée dans les régions de l'hinterland que dans celles côtières. En effet, en plus des activités agricoles, les ménages dans les régions côtières ont l'opportunité de pratiquer la pêche ou de bénéficier plus facilement des produits de la pêche pour améliorer leurs revenus financiers et/ou leur régime alimentaire.

### 4. CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Le score de consommation alimentaire (SCA) agrège les données sur la diversité et la fréquence des groupes d'aliments consommés par les ménages au cours des sept jours précédents l'enquête. Entre mars 2021 et mars 2022, la proportion de ménages avec une consommation alimentaire inadéquate (score de consommation alimentaire limite et pauvre) a augmenté de près de 7 pour cent passant de 5,9 pour cent (environ 97 120 personnes) à 12,8 pour cent (environ 210 700 personnes).

Les régions de Quinara et d'Oio enregistrent les taux les plus élevés (avec près de 24 pour cent) de ménages avec une consommation alimentaire inadéquate suivies des régions de Bafata et Gabu avec 13,3 et 16,7 pour cent. En revanche, cette proportion est faible dans la capitale Bissau et la région de Bolama Bijagos avec respectivement 2,9 pour cent et 5,9 pour cent.

Les céréales et tubercules, légumes, poissons, et huiles, sont les aliments les plus consommés par les ménages, en moyenne 5 à 7 jours par semaine.



**Figure 2.** Pourcentage de ménages en insécurité alimentaire en mars 2022 par région

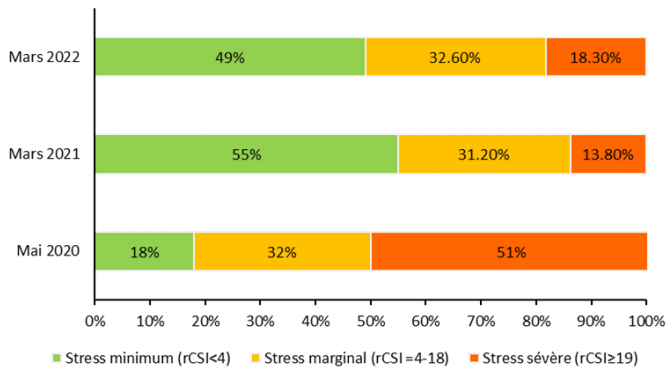
A l'inverse, la consommation de produits laitiers, et des légumineuses est extrêmement limitée. Seuls 39 pour cent des ménages ont consommé du lait et des produits laitiers dans la semaine précédant l'enquête (une fois par semaine en moyenne). De plus, moins de deux tiers des ménages ont mangé des légumineuses au plus deux fois au cours de la semaine précédant l'enquête. La faible consommation des légumineuses et des produits laitiers affecte négativement l'équilibre du régime alimentaire des personnes, car les légumineuses fournissent un apport alternatif de protéines végétales, alors que les produits laitiers sont une source importante de calcium.

Bien que le score de consommation alimentaire acceptable soit élevé (87,3 pour cent) au mois de mars 2022, près du tiers des ménages du pays avec une consommation alimentaire acceptable sont obligés de recourir aux stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation ou sur les moyens d'existence, ce qui présage d'un futur proche difficile pour ces ménages. Même dans la capitale Bissau, 22 pour cent des ménages avec une consommation alimentaire acceptable ont recours aux stratégies d'adaptation sévères. Seule la région de Biombo et Bolama Bijagos enregistrent une proportion inférieure à 17 pour cent.

## 5. STRATEGIES D'ADAPTATION UTILISEES PAR LES MENAGES

En mars 2022, la situation des ménages du pays se détériore sérieusement à la suite du déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. En effet, on assiste à une flambée des prix des denrées alimentaires et des intrants agricoles dont une bonne partie est produite par la Russie et l'Ukraine. A titre d'exemple, entre mars 2021 et mars 2022, la proportion de ménages utilisant des stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation a augmenté de 4,5 pour cent passant de 13,8 à 18,3 pour cent. Les régions avec le plus de ménages utilisant ces stratégies sont : Gabu (48,8 pour cent), Bafata (21,6 pour cent), Quinara (18,4 pour cent), et Cacheu (17 pour cent). Les stratégies les plus utilisées sont : manger des aliments moins préférés et moins chers (69 pour cent), limiter les quantités de nourriture préparées lors des repas (30,7 pour cent), et réduire les quantités de nourriture consommées par les adultes au profit des enfants (29,3 pour cent).

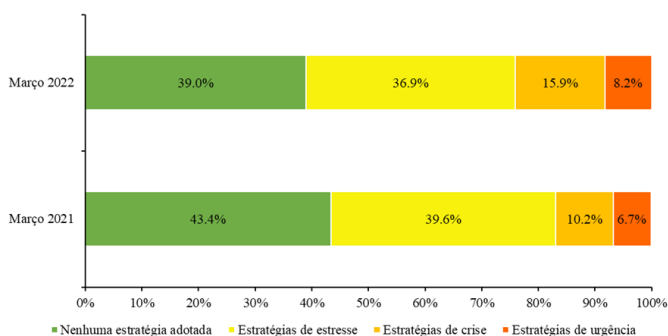
La détérioration des conditions de vie des ménages en mars 2022 marque une rupture par rapport aux mois précédents au cours desquels on notait un recul de la vulnérabilité des populations au regard des tendances favorables de la plupart des



**Figure 3.** Stratégies d'adaptation basées sur la consommation

indicateurs de sécurité alimentaire. En effet, entre mai 2020 et mars 2021, la proportion de ménages utilisant des stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation avait diminué de 37,2 pour cent passant de 51 à 13,8 pour cent. Les enquêtes menées au cours de cette période montraient une amélioration progressive de la situation. Cette baisse dénotait une diminution claire des ménages vulnérables dont la plupart l'était à cause des conséquences négatives des restrictions liées au COVID-19 prises par le gouvernement pour endiguer la progression de la pandémie dans le pays.

A l'image des stratégies d'adaptation basées sur la consommation, l'usage par les ménages de stratégies d'adaptation sévères (crises et/ou urgences) basées sur les moyens d'existence a augmenté de 7,2 pour cent entre mars 2021 et mars 2022 passant de 16,9 à 24,1 pour cent.



**Figure 4.** Stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence

Les ménages ayant adopté ces stratégies sont surtout dans les régions de Gabu (40,3 pour cent), Tombali (34,3 pour cent), Bafata, Quinara, Oio et Cacheu (entre 26 et 24 pour cent). Les stratégies les plus utilisées sont : dépenser ses économies par faute de nourriture ou manque d'argent pour acheter de la nourriture (42,2 pour cent), emprunter de l'argent ou de la nourriture (30,2 pour cent), vendre plus d'animaux non reproductifs que d'habitude (17,3 pour cent).

Enfin, en mars 2022, un tiers des ménages ont utilisé soit des stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation ou soit des stratégies d'adaptation sévères basées sur les moyens d'existence à cause de problèmes d'accès financier aux produits alimentaires ou produits non alimentaires essentiels.

## 6. ACCES AUX PRODUITS ALIMENTAIRES

Parmi les ménages interrogés, 78,5 pour cent ont déclaré avoir un stock de nourriture ou d'argent disponible pour acheter de la nourriture pour les semaines suivantes. Plus précisément, 72 pour cent des ménages ont déclaré avoir un stock de nourriture alors que 6,5 pour cent des ménages détiennent de l'argent pour acheter de la nourriture pendant deux semaines. Parmi les ménages avec un stock alimentaire, seuls 5,7 pour cent ont des stocks céréaliers suffisants pour couvrir trois mois. Ce déficit de stock céréalier est plus notoire dans la région de Gabu où seuls 2,6 pour cent des ménages peuvent couvrir trois mois, suivie de Bolama Bijagos (1,2 pour cent) et la capitale Bissau où on ne note aucun ménage avec un stock alimentaire suffisant. Cela peut s'expliquer par le fait que Bissau n'est pas une zone très agricole, et les ménages dépendent plus de leur approvisionnement régulier auprès des marchés. Cependant, les résultats montrent que les capacités économiques des ménages de la capitale à acheter de la nourriture sont aussi faibles vu qu'ils ne peuvent pas acheter de quoi couvrir plus d'une semaine.

Les chiffres ci-dessus montrent un épuisement des stocks alimentaires, et une détérioration par rapport à la situation de mars 2021 lorsque 86,5 pour cent des personnes interrogées avaient déclaré détenir un stock alimentaire ou de l'argent pour couvrir les besoins alimentaires. La hausse généralisée des prix des produits alimentaires et non alimentaire à la suite du déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine est l'une des explications les plus plausibles.

Enfin, l'accès à la nourriture reste sous l'influence de deux facteurs : 1) la tendance de la commercialisation de cajou, et 2) la volatilité des prix du fait de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, d'où l'importance d'un suivi régulier des indicateurs.

## 7. PROFIL DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE

L'enquête a été menée sur 2 028 chefs de ménage via la plate-forme mVAM (*mobile Vulnerability Analysis Mapping*), le système de collecte de données du PAM à l'aide d'entretiens téléphoniques.

Les résultats ont montré comment les caractéristiques des ménages, y compris le niveau d'instruction, les sources de revenus des ménages, ainsi que la taille des ménages, ont un impact sur leur sécurité alimentaire.

Les ménages dirigés par des personnes sans instruction ou avec un faible niveau d'instruction sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire. Plus le niveau d'éducation est faible, plus l'insécurité alimentaire est élevée. Elle est 9,8 pour cent dans les ménages dirigés par des chefs de ménages ayant fait des études supérieures contre 23 à 24 pour cent pour les ménages dirigés par des personnes sans instruction ou qui ont arrêté leur scolarité au cycle élémentaire.

L'insécurité alimentaire augmente aussi avec la taille des ménages, elle est de 9,5 pour cent dans les ménages de 1 à 5 personnes, contre 21 pour cent dans les ménages de plus de 20 personnes. En outre, les ménages avec des enfants de moins de cinq ans sont plus vulnérables que ceux sans enfant à charge, sans doute parce que les mères auront moins de temps pour participer pleinement aux activités génératrices de revenus, sans oublier les dépenses spécifiques liées aux enfants. Environ 23,1 pour cent des ménages avec des enfants à charge sont en insécurité alimentaire, contre 12,6 pour cent dans les ménages qui n'en disposent pas. Les ménages avec femmes enceintes et femmes allaitantes sont aussi plus vulnérables que les autres. Ainsi, l'insécurité alimentaire est de 26,6 pour cent dans les ménages avec une femme enceinte contre 19,1 pour cent pour les autres. L'insécurité alimentaire est aussi de 25 pour cent dans les ménages avec une femme allaitante contre 17,4 pour cent pour les ménages qui n'en ont pas.

Enfin, la vulnérabilité touche des ménages venants de catégories socioprofessionnelles diverses. Les plus touchés par l'insécurité alimentaire sont les ménages vivant d'assistance et les ménages sans source de revenu fixe (entre 45 et 47 pour cent), les ménages agricoles et du secteur informel (autour de 26 pour cent chacun) et exceptionnellement les ménages vivant des transferts d'argent des émigrés (23,3 pour cent). En revanche, les moins touchés sont les ménages dépendants d'un emploi formel salarié (3,7 pour cent).

## **8. CAMPAGNE AGRICOLE ET COMMERCIALISATION DE LA NOIX DE CAJOU**

Bien que le démarrage officiel de la campagne de commercialisation de noix de cajou ait été fixé par le gouvernement pour le 05 avril 2022 sur l'étendue du pays. Cependant, au mois de mars déjà, la commercialisation a timidement commencé chez la plupart des producteurs. Le prix moyen officiel proposé par le gouvernement est de 375 Fcfa soit

une hausse de 15 Fcfa par rapport à l'année dernière. Le gouvernement prévoit par ailleurs une exportation plus importante que celle de l'année dernière estimée à plus de 230,000 tonnes.

Bien qu'au mois de mars on est au démarrage de la campagne de commercialisation de la noix de cajou, près de la moitié (42,8 pour cent) des producteurs interrogés ont déjà contracté une dette auprès des acheteurs de cajou qui seront payés sur la production de cajou. Cette proportion a augmenté de 15,8 pour cent par rapport à 2021. Généralement, les termes de l'échange sont à la défaveur des producteurs de cajou avec des conséquences négatives sur les revenus et par-delà sur leur possibilité de faire face aux besoins essentiels de leur ménages.

tonnes de cajou, supérieure à celle de l'année 2020 (environ 153 634 tonnes).

Bien qu'au mois de mars on ne soit qu'au démarrage de la campagne de commercialisation de la noix de cajou, plus d'un quart des producteurs interrogés a déjà contracté une dette auprès des acheteurs de cajou, avec l'intention de la rembourser à la fin de la campagne. Généralement, les termes de l'échange sont en défaveur des producteurs de cajou, avec des conséquences négatives sur les revenus et sur leur possibilité de faire face aux besoins essentiels de leur ménages.

## **9. SUIVI DES STOCKS ET DES PRIX DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES**

Depuis août 2020, le PAM, en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) et l'Institut National de la Statistique (INE), a étendu son système mensuel de suivi des prix des marchés passant de 9 à 44 marchés, établissant un système national couvrant les 39 secteurs de la Guinée-Bissau (un marché pour chaque secteur et cinq marchés dans la capitale Bissau). Le système de suivi suit maintenant les prix de 50 produits alimentaires et non alimentaires.

Malgré le déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les marchés sont encore bien approvisionnés en produits alimentaires et non alimentaires pendant la période de l'enquête ainsi que durant les mois qui l'ont précédée. Cependant des menaces fortes pèsent sur l'approvisionnement de certains produits comme la farine de blé et les fertilisants agricoles. L'augmentation des prix des hydrocarbures du fait de la guerre pourrait se répercuter sur les coûts internationaux de transport maritime, ce qui peut occasionner des retards et ruptures des chaînes d'approvisionnement et la reconstitution des stocks surtout alimentaire.

Entre janvier et mars 2022, le prix de la farine de blé a déjà augmenté de 20 pour cent, passant de 500 à

Groupes alimentaires	Produits	Unité	Mars 2021	Mars 2022	Variation (%)	
<b>Céréales</b>	Riz (local)	kg	500	498	-0.4	▶
	Riz (importé)	kg	383	445	16.2	▲
	Mil	kg	700	580	-17.1	▼
	Maïs	kg	667	572	-14.2	▼
	Farine de blé	kg	438	546	24.7	▲
<b>Tubercules</b>	Patate douce	kg	500	534	6.8	▶
	Manioc	kg	600	564	-6.0	▶
<b>Légumineuses</b>	Arachide	kg	567	798	40.7	▲
	Noix de cajou	kg	3667	3477	-5.2	▶
	Haricot	kg	700	1082	54.6	▲
<b>Légumes</b>	Gombo	kg	700	715	2.1	▶
	Oignon	kg	500	685	37.0	▲
	Carotte	kg	1217	1569	28.9	▲
	Tomate	kg	600	865	44.2	▲
<b>Fruits</b>	Banane locale	kg	717	637	-11.2	▼
	Limon	kg	533	760	42.6	▲
<b>Viande, poisson</b>	Viande de boeuf sans os	kg	4000	3950	-1.3	▶
	Viande de boeuf avec os	kg	3500	3325	-5.0	▶
	Poulet local vivant	Unit	4000	4295	7.4	▶
	Poisson frais (bica, barbo, linguado)	kg	3167	2397	-24.3	▼
	Poisson frais (Tainaha, Bagri, Bentana)	kg	2167	1408	-35.0	▼
	Poisson frais (sardinela, djafal, bentaninhas)	kg	833	1436	72.4	▲
	Poisson séché	kg	3333	3087	-7.4	▶
<b>Oeuf</b>	Huile de palme	Litre	1100	1366	24.2	▲
	Huile végétale importée	Litre	1000	1655	65.5	▲
<b>Sucrierie</b>	Sucre	kg	667	673	0.9	▶
<b>Produits non alimentaire</b>	Gasoil	Unit	672	856	27.4	▲
	Essence super	Unit	720	1110	54.2	▲

▼ Baisse de plus de 10%  
 ▲ Hausse de plus de 10%  
 ▶ Variation inférieure ou égale à 10%

**Figure 5.** Suivi des prix de produits alimentaires et non alimentaires en mars 2021

600 Fcfa/kg en trois mois. Les prix du riz, des haricots et du sucre ont également augmenté respectivement de 9, 25 et 40 pour cent.

La comparaison des mois de mars 2021 et 2022 montre une hausse des prix sur 46 pour cent des produits alimentaires et non alimentaires, une baisse sur 18 pour cent, et une stabilité des prix sur 36 pour cent des produits. Sur le tableau ci-dessous, on note les baisses de prix uniquement sur les produits d'origine locale. Les hausses concernent les produits locaux mais surtout les produits importés avec une augmentation de 16 pour cent pour le riz importé non parfumé (variété la plus consommée dans le pays), 65,5 pour cent pour l'huile de cuisine, 54,6 pour cent pour les haricots, 27 pour cent pour le carburant diesel, et 54 pour cent pour le carburant super. Ces hausses vont sans doute s'accroître si la guerre entre la Russie et l'Ukraine perdure.

## 11. METHODOLOGIE

La méthode mobile Vulnerability Analysis and Mapping (mVAM) a été utilisée pour cette enquête. Il s'agit de la méthodologie d'analyse de la vulnérabilité et de la cartographie du PAM qui utilise la technologie mobile pour suivre à distance la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages, ainsi que les tendances liées au marché. Le système mVAM a été lancé en 2013 et a été mis en œuvre dans des contextes humanitaires très différents dans plus de 30 pays au cours des cinq dernières années.

La collecte des données a eu lieu du 15 au 21 mars 2022 et 2 028 ménages ont été contactés et 2 024 ont finalement accepté de participer à l'enquête soit un taux de non-réponse très faible de 0,2 pour cent. Au minimum 180 ménages ont été sélectionnés par région comme cela est recommandé dans le manuel du mVAM (WFP, 2020). Les données ont été reçues à temps réel dans le serveur du PAM et cinq

superviseurs se chargeaient d'assurer le contrôle de la qualité des données en vérifiant les questionnaires, en faisant des contre-enquêtes auprès des ménages, et en contactant les enquêteurs pour d'éventuelles corrections. Les données collectées ont été pondérées au moment de l'analyse pour tenir compte des poids démographiques de chaque région.

## BIBLIOGRAPHIE

- Alta comissão para covid-19, 2021. Boletim Informativo Semanal | de 22 a 28 de Março De 2021 | Nr.30.
- Coping Strategies Index: Field Methods Manual. Copyright © 2008 Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, Inc. (CARE).
- Ministério da Economia e Finanças, Direcção Geral do Plano/Instituto Nacional de Estatística (INE), 2016. Projections Démographiques en Guinée-Bissau (2009 – 2030).
- Inquérito aos Indicadores Múltiplos (MICS6), 2020. Relatório Final 2018-2019.
- International Monetary Fund; The Department of African Affairs, 2017. Guinea-Bissau: Selected Issues Paper; International Monetary Fund: Washington, DC, USA.
- United Nations World Food Programme (WFP), 2020. Establishing remote monitoring and assessment capacities for covid-19 response. A practical guide.
- United Nations World Food Programme (WFP), Mai 2020. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- United Nations World Food Programme (WFP), Juillet 2020. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- United Nations World Food Programme (WFP), Octobre 2020. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- United Nations World Food Programme (WFP), mars 2021. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- United Nations World Food Programme (WFP), 2020. Enquête de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- World Employment and Social Outlook: Trends 2020 International Labour Office – Geneva: ILO, 2020

### POUR PLUS D'INFORMATION:

- Momadou Sow, VAM and M&E Officer (WFP - Guinea-Bissau) - [momadou.sow@wfp.org](mailto:momadou.sow@wfp.org)
- Alessia Vittorangeli, Partnerships & Reporting Officer (WFP Guinea-Bissau) - [alessia.vittorangeli@wfp.org](mailto:alessia.vittorangeli@wfp.org)